Compte-rendu réunion publique du Conseil des quartiers Dauphine et Chaillot, **le mardi 23 mai.**

Présidentes déléguées – Stéphanie de la Grandière (Dauphine) et Elodie Garamond (Chaillot)

Élus référents – Julien Guedj (Dauphine), Freddy Coudrier (Chaillot) – et Katherine de Meaux (Dauphine-Chaillot)

Intervenants :

Jérémy Redler, Premier adjoint au maire chargé de la coordination générale, de l'administration, des finances et des affaires économiques

Gérard Gachet, Adjoint au maire, chargé de la sécurité, de la prévention de la délinquance et du droit des victimes

Hélène Denéchère, Commissaire centrale du 16^e arrondissement

Sokhna Diobaye, Cheffe de division du 16^e arrondissement, cheffe de l'Unité Généraliste 3 (7^e, 15^e et 16^e sud) Direction de la Prévention, de la Sécurité et de la Protection, Sous-Direction de la Régulation des Déplacements

Vivien de Gunzburg, conseiller de quartier (Dauphine), référent commission sécurité Dauphine-Chaillot

Claudie Colin, conseillère de quartier (Chaillot) référente de la commission propreté Dauphine-Chaillot

Jean-Marc Tambutet, conseiller de quartier (Dauphine)

Introduction

Katherine de Meaux : Remercie la présence des habitants et présente les différents intervenants.

Jérémy Redler : Remercie la participation des habitants à cette réunion publique. Le Maire et les élus attachent une importance toute particulière à ces réunions plénières qui leur permet de prendre en compte les remontées de terrain des habitants. La proximité avec les riverains est en effet essentielle pour l'équipe municipale. D'ailleurs, tous les mois, les élus vont à la rencontre de habitants sur les marchés du 16^e.

Gérard Gachet : Se félicite de la récente arrivée de la nouvelle Commissaire centrale du 16^e arrondissement, Hélène Denéchère qui succède à Jean-François Galland. La nouvelle commissaire était jusqu'à sa nomination dans l'arrondissement, chef d'état-major adjoint au cabinet du Directeur général de la Police nationale.

La sécurité, en présence de la Commissaire centrale de police

Gérard Gachet : Il est communément admis de désigner la sécurité comme « la première des libertés » car elle permet l'exercice des autres libertés. La sécurité dans les quartiers est donc considérée comme un droit fondamental. Bien que Dauphine et Chaillot ne soient pas les quartiers du 16^e les plus impactés par la délinquance, ils connaissent pourtant un certain nombre de difficultés liées à la montée de la délinquance, notamment dans les secteurs des places du Trocadéro et Victor Hugo. Pour la première, la délinquance actuelle est liée à la fréquentation touristique du lieu. De 2020 à 2022, elle concernait plus particulièrement la présence de « mineurs » étrangers installés sur les toits du Palais de Chaillot. Grâce aux efforts conjugués de la mairie du 16^e et de ceux de la Police nationale, ces jeunes ont quitté les lieux, sans pour autant les abandonner totalement : ils reviennent malheureusement de temps en temps pour commettre des vols à l'arraché et des cambriolages. Notons quand même que les tentatives de cambriolages ont diminué de 43% dans le premier trimestre 2023 par rapport à 2022, à la même période.

Durant toute la durée des Jeux 2024, le secteur du Trocadéro fera l'objet d'une présence policière accrue pour sécuriser les lieux.

Place Victor Hugo/rue de Mesnil, il s'agit d'une délinquance différente caractérisée par la présence de personnes Sans Domiciles Fixes, agressives et fortement alcoolisées. Dans ce cas, évincer totalement ces personnes est compliqué dans la mesure où l'arsenal juridique en vigueur ne le permet pas encore : Il faut effectivement des flagrants délits pour pouvoir les sanctionner. Cette situation est néanmoins très suivie par le Groupement de Partenariat Opérationnel qui rassemble la Police, les élus, les habitants, les commerçants et la Police municipale. Les trois GPO de l'arrondissement (Nord, Sud et Bois de Boulogne) se réunissent une fois par mois pour travailler sur ces sujets d'insécurité de proximité. Ces instances sont très précieuses car elles permettent un partenariat très efficace entre les acteurs. Le Maire, Francis Szpiner, et les élus sont véritablement vigilants et engagés dans la lutte contre la délinquance, à la fois comme lanceurs d'alerte, en informant le mieux possible les habitants, via la lettre mensuelle de sécurité par exemple ou dans le journal municipale et, dans un rôle plus actif, avec la création de la Police municipale qui permet à la mairie d'arrondissement de disposer de moyens d'actions supplémentaires, dans le cadre d'un travail étroit avec la nouvelle brigade du 16^e.

La Commissaire centrale : Se réjouit d'avoir pris ses fonctions dans le 16^e arrondissement. Madame Dénéchère s'efforcera de répondre au mieux aux attentes des habitants. La sécurité est le travail de tous, dans le cadre d'un véritable partenariat entre les forces de l'ordre et les habitants. Il ne s'agit pas évidemment de se substituer au travail des policiers, mais nous

sommes acteurs de notre propre sécurité au quotidien car les policiers ne peuvent pas être partout Les échanges avec la population sont donc très importants dans le cadre de ces réunions publiques ; Madame la Commissaire centrale s'attachera à maintenir ce dialogue dans la continuité du travail de coopération précieux avec les habitants et les élus, mené préalablement par son prédécesseur.

Sokhna Diobaye : Les policiers municipaux interviennent quotidiennement dans les quartiers Dauphine et Chaillot, dans le cadre de leurs missions. Par exemple, pas plus tard que ce soir, une équipe est intervenue dans la rue Saint-Didier pour interpeller un couple de SDF qui tentaient de cambrioler des véhicules. Place Victor Hugo, les équipes agissent en collaboration avec la Police nationale, dans le cadre du plan tourisme. À ce titre, Madame Diobaye souligne la qualité du partenariat entre les deux forces de l'ordre permettant de mener des actions conjointes sur le terrain.

Stéphanie de La Grandière : Dans le cadre de sa fonction de Présidente du Conseil de quartier Dauphine, son rôle est garder le contact avec les commerçants, les habitants et les gardiens d'immeuble. Ces derniers ont en effet un rôle clef dans la surveillance des immeubles. Il faut les inciter à contacter le 17 en distribuant par exemple le flyer crée par le Commissariat.

La Commissaire centrale : Il faut appeler le 17 pour toute situation mettant en danger la sécurité des personnes et des biens. Ce numéro n'est toutefois pas à utiliser de manière intempestive. C'est un numéro d'urgence. Lors de l'appel, il est important d'indiquer à l'agent, le plus brièvement possible, le lieu de l'incident et le type d'infraction, ce qui permettra aux policiers d'envoyer un véhicule, dans les meilleurs délais.

Freddy Coudrier : De par leur emplacement, en pied d'immeuble, et de leur proximité avec les habitants, les commerçants peuvent réagir immédiatement en contactant la police, en cas de nécessité. Malheureusement, eux aussi sont victimes d'agressions et de cambriolages et souhaitent également être mieux protégés. Les cambriolages nocturnes menés par les mineurs isolés qui stagnaient au Trocadéro sont certes un peu moins nombreux que les deux années précédentes mais les vols à l'arraché dans la rue restent toujours actualité. Un lien efficace avec la Police est donc indispensable.

Jérôme Guedj : Les remontées de terrain effectuées lors des diverses rencontres entre les élus et les habitants font état d'une accentuation d'un sentiment d'insécurité rues Mesnil et rue Saint-Didier, en raison de la présence des Sans Domiciles Fixes. Des habitants signalent des vols de voiture et des vols d'effets personnels dans les véhicules. Tous se félicitent néanmoins de l'existence de la nouvelle Police municipale et espèrent que ses effectifs vont croître rapidement.

Sokhna Diobaye : À ce jour, sur 132 agents déployés dans l'arrondissement, 65 sont des policiers municipaux diplômés, les autres étant des Agents de Surveillance de Paris (ASP) ou des inspecteurs de sécurité de la Ville de Paris. Les agents exécutent sur le terrain des missions de police administrative : la tranquillisation de l'espace public et des équipements

municipaux, la prévention et la lutte contre les incivilités (nuisances sonores, sécurité routière et stationnement sauvage).

Vivien de Gunzburg : Se réjouit que la Police municipale parisienne ait été créée grâce à l'action du Maire du 16^e, Francis Szpiner, et à celle de l'ancienne députée de la circonscription, Brigitte Kuster. Il estime que les violences gratuites envers les personnes sont en forte augmentation dans le quartier. Les atteintes aux biens sont également commises en plein journée, à la vue de tous, ce qui est très inquiétant.

La Commissaire centrale : Les statistiques ne disent pas exactement cela. En effet, il y a une baisse importante des cambriolages à Paris, dans les quatre premiers mois de cette année comparée à 2022. Les violences crapuleuses qui visent les personnes ayant pour but le vol sont également en baisse sur cette même période. Malgré tout, ces résultats meilleurs ne sont pas importants lorsque l'on est soi-même victime d'un acte délictueux. Dans cette situation malheureuse, l'amélioration de l'accueil des victimes est alors primordiale pour la Police nationale.

Comme l'indiquait précédemment Vivien de Gunzburg, les cambrioleurs sont de plus en plus audacieux mais il y a aussi le fait qu'ils ne sont parfois pas freinés dans leurs actes par des mesures de précaution préalables. Les malfaiteurs agissent en effet surtout pendant les heures de travail des résidents et ces cambriolages peuvent parfois être facilités parce que la fenêtre est restée ouverte, que la clef est sous le paillason ou dans la boîte aux lettres ou bien que la porte d'entrée n'ait pas été fermée à clef. Les bons réflexes sont donc essentiels pour ralentir l'action des cambrioleurs.

En cas de mauvaise surprise lorsque l'on rentre chez soi, il est très important de laisser le lieu du vol en l'état et de prévenir la Police en composant le 17. En effet, Après un cambriolage, dès qu'il peut y avoir des traces et indices, un personnel spécialement formé aux actes de Police Scientifique se déplacera pour effectuer une recherche de traces digitales ou ADN. Dans un délai maximum de 48 heures, vous pouvez aller déposer au commissariat le plus proche de chez vous. Il s'agit d'une des premières démarches à effectuer.

Intervention des habitants et échanges

Reddy Nti (conseiller de quartier Muette-Nord) : *Aimerait savoir comment prévenir le risque de cambriolage.*

Hélène Dénèchère : Comme évoqué plus haut, il existe des mesures de vigilance et de retard dans la commission des infractions. D'autre part, les patrouilles sont orientées vers les endroits de l'arrondissement les plus criminogènes. Cette programmation s'étudie chaque semaine en déployant les unités en fonction des plages horaires dans lesquelles les infractions sont les plus susceptibles d'être commises. Le rôle de la Police est de prévenir au maximum les infractions mais il n'est pas possible ni souhaitable de poster un policier à en bas de chaque immeuble. La prévention ici est l'affaire de tous.

Jean-Marc Tambutet (Conseiller de quartier Dauphine): *Tout d'abord, la baisse des chiffres liée aux cambriolages n'était-elle pas trompeuse dans la mesure où certaines victimes ne portent pas plainte surtout quand celles-ci sont âgées et qu'elles ne souhaitent pas attendre trop longtemps au commissariat? Ensuite, les habitants ne peuvent pas tout attendre de la Police, il faut comme, Madame la Commissaire l'a expliqué, que les citoyens soient également acteurs de leur propre sécurité. Des dispositifs existent pour cela : « Opération Tranquillités Vacances » ou « Voisins Vigilants », dont l'application mobile fonctionne très bien en province.*

La Commissaire centrale : l'Opération Tranquillités Vacances est très utile en invitant les habitants à effectuer la démarche en ligne (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/R43241>) qui rencontre peu de succès dans le 16^e. Ce dispositif créé au départ uniquement pour les vacances d'été fonctionne désormais toute l'année, quelle que soit la durée de l'absence. En revanche, Madame Denéchère émet des réserves sur la plateforme « Voisins Vigilants » développée par une société privée qui consiste à une surveillance de quartier réalisée par ses habitants, sans aucune vérification au préalable, au moment de l'inscription. Elle lui préfère de loin le dispositif « participation-citoyenne » mis en place par l'État qui s'inscrit dans le cadre de la démarche partenariale entre les forces de l'ordre, les élus et la population, afin d'améliorer la prévention et la lutte contre la délinquance. Les citoyens référents sont choisis sur la base du volontariat, sont invités à relayer rapidement auprès des forces de l'ordre les faits ou événements qui ont retenu leur attention. Attention, ils n'effectuent pas de rondes ou de patrouilles dans le quartier. Il est fait véritablement appel à leur esprit civique.

S'agissant du dépôt de plaintes, les usagers peuvent utiliser le dispositif « Police rendez-vous » (<https://www.prefecturedepolice.interieur.gouv.fr/vos-services-en-ligne/police-rendez-vous>) qui permet de prendre rendez-vous auprès du commissariat de police de Chaillot (pour le 16^e arrondissement) pour porter plainte ou déposer une main courante. Il est également possible d'effectuer une pré plainte en ligne uniquement ouverte aux atteintes aux biens et contre X (<https://www.pre-plainte-en-ligne.gouv.fr/>) . D'une manière générale, on constate une forte affluence sur la pause méridienne et le soir après 17h. En dehors de ces plages horaires, le temps d'attente est réduit.

Gérard Gachet : Toujours sur ce même sujet, plusieurs départements expérimentent actuellement un outil de dépôt de plainte à distance mis en place par le ministère de l'Intérieur, la « visiplainte ». Ce dispositif devrait être généralisé en 2024 dans toute la France.

La Commissaire centrale : Il est également possible de télécharger l'application « Ma Sécurité » permettant de tchater avec un policier, 24h sur 24 et 7 jours sur 7 (<https://www.service-public.fr/particuliers/actualites/A15555>).

Claudie Colin : *Quelle est la règle en vigueur relative aux terrasses éphémères qui occupent principalement des places de stationnement empêchant la circulation piétonne ?*

Reynald Gilleron : À Paris, il y a les terrasses traditionnelles installées globalement sur le trottoir le long de l'établissement avant la chaussée. Ces terrasses sont accessibles à l'année aux mêmes horaires d'ouverture et de fermeture de l'établissement. En 2020, Les terrasses dites éphémères sont nées lors du premier déconfinement pour soutenir un secteur sévèrement impacté par la pandémie. Elles se sont en effet progressivement installées sur les trottoirs et les places de stationnement. Au départ, les restaurateurs et cafetiers devaient simplement signer une charte dans laquelle ils s'engageaient à ne pas trop faire déborder la terrasse sur la chaussée et à respecter des horaires d'exploitation décents. À l'issue d'une large concertation, le règlement des terrasses sur la voie publique a été réformé en juin 2021, avec notamment l'introduction du dispositif des terrasses estivales pour les professionnels. Ces terrasses peuvent être installées du 1er avril au 31 octobre, avec fermeture obligatoire à 22h pour respecter la tranquillité des riverains. Elles sont soumises à une autorisation que les commerçants doivent demander avant l'installation. Au 1er avril, seuls les commerçants ayant reçu cette autorisation peuvent installer leur terrasse. Le passage minimum nécessaire à la libre circulation piétonne doit quant à lui être d'au moins 1,60m. Si les riverains constatent des irrégularités, ils sont invités à les signaler via l'application « Dans ma rue » ou à contacter le 3975 pour joindre la Police municipale. L'établissement en question sera verbalisé et l'autorisation pourrait lui être retirée, en cas de récidive.

Jérémy Redler : La mairie du 16^e est très vigilante sur le sujet des nuisances qui peuvent être engendrées par ces terrasses estivales. D'ailleurs, une commission spécifique a été créée pour évoquer tous les dysfonctionnements qui sont remontés jusqu'aux élus. La Direction de l'Urbanisme et l'adjoint à la Maire de Paris en charge de cette question y participent parfois. Toutes les irrégularités constatées font l'objet d'un signalement à la Police municipale qui effectue une visite sur place pour verbaliser si nécessaire les contrevenants.

Sokhna Diaboye : La plupart des établissements concernés dans le 16^e respectent cette réglementation, excepté quatre d'entre eux qui sont connus des services. En effet, la mairie du 16^e et la Police municipale ont fait preuve de pédagogie auprès des exploitants pendant tout le mois d'avril.

Katherine de Meaux conclut la réunion en saluant la qualité et la sérénité des échanges.